

Convention collective départementale

IDCC : 898. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(ALLIER)**

(21 juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,
Journal officiel du 17 novembre 1978)

■ *Journal officiel* du 4 mars 2009

**Arrêté du 24 février 2009 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective des entreprises métal-
lurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires du
département de l'Allier (n° 898)**

NOR : MTST0904716A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 1978 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 22 avril 2008, portant extension de la convention collective des
industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires du
département de l'Allier du 21 juillet 1976 et des textes la complétant ou la
modifiant ;

Vu l'accord du 25 novembre 2008 portant fixation du barème de taux
effectifs garantis annuels et relatif aux rémunérations minimales hiérar-
chiques et à la valeur du point, conclu dans le cadre de la convention collec-
tive susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 14 janvier 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires du département de l'Allier du 21 juillet 1976, modifié par l'avenant n° 14 du 24 janvier 1995 tel qu'étendu par l'arrêté du 11 juillet 1995, les dispositions de l'accord du 25 novembre 2008 portant fixation du barème de taux effectifs garantis annuels et relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques et à la valeur du point, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/1, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.